



Il est temps de renouveler la promesse de l'Europe

Voter pour les Verts, c'est voter pour le changement. C'est choisir de ne pas abandonner l'Europe, d'en faire ce qu'elle aurait toujours dû être : une Union fondée non pas sur les intérêts individuels, mais sur une responsabilité partagée. Une Union qui œuvre pour le progrès économique et social de toutes et tous, plutôt que pour les gains financiers de quelques-un.es. Une Union qui fédère le monde autour de la protection des citoyen.nes et de la planète.

Aujourd'hui, cette promesse doit être tenue. Le temps du changement est arrivé.

Uni par une vision, une mission et une passion, notre mouvement est profondément européen. De l'Irlande à la Géorgie, de la Norvège à Malte, nous luttons pour la dignité humaine, la durabilité, l'égalité, la paix et la solidarité – dans les parlements comme dans la rue.

Mais aujourd'hui, de puissantes forces nous font obstacle. D'un côté, de nouveaux groupes aux tactiques agressives prêchent la haine pour se hisser au pouvoir. De l'autre, des responsables politiques qui s'en tiennent au statu quo, inactifs alors qu'il est grand temps d'agir.

Le Royaume-Uni a décidé de quitter l'Union et bien d'autres forces cherchent à l'affaiblir. L'autoritarisme, le racisme, le néolibéralisme, le terrorisme et les conflits au sein de l'Europe ont érodé le sentiment de sécurité de beaucoup de citoyen.nes européen.nes.

Alors que des millions de personnes souffrent encore de la crise financière et des politiques d'austérité, les grandes multinationales échappent à l'impôt. L'Europe n'a jamais été aussi riche - pourtant, les gouvernements refusent de venir en aide aux citoyen.nes fuyant la guerre et les persécutions. La crise du climat menace de détruire les fondements mêmes de notre civilisation.

L'avenir de l'Europe est en péril. Le temps du changement est arrivé.

Nous devons plus que jamais agir, et créer aujourd'hui une Europe de la démocratie et de l'inclusion, basée sur un système social juste et des pratiques environnementales durables. Notre économie doit profiter aux générations actuelles et à venir. L'Europe doit prendre ses responsabilités et ne laisser aucune citoyenne, aucun citoyen au bord du chemin.

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, aucun pays ne peut affronter seul ces défis. C'est en œuvrant ensemble pour un avenir meilleur que nous reprendrons le contrôle - pas en construisant des murs et en revenant en arrière. Nous nous engageons aussi pour que les objectifs de développement durable deviennent la feuille de route de nos pays.

Certes, l'Union européenne est loin d'être parfaite - mais elle peut encore devenir un grand pouvoir. Il est encore temps de construire sur nos acquis - et d'apprendre de nos erreurs. Ensemble, les citoyen.nes européen.nes peuvent construire l'Europe qui réduit la pauvreté et crée



de l'emploi, qui répond aux enjeux de la crise du climat et protège la nature, qui lutte contre les discriminations et pour les libertés.

Nous savons que construire cette Europe ne sera pas chose aisée. Le statu quo des vieux partis bloque depuis longtemps les réformes progressistes. Nous nous engageons cependant fermement à appuyer chaque jour les individus, les organisations et les mouvements pour le changement sur le continent, nous sommes soutenu.es par de plus en plus de citoyen.nes européen.nes. L'avenir est Vert.

Notre persévérance a été récompensée par de nombreux succès au fil des années. Les Verts jouent aujourd'hui un rôle de premier plan, poussant l'Europe à investir dans les énergies renouvelables, à protéger la vie privée des citoyens en ligne, à améliorer le recyclage et à interdire les pesticides nocifs. Avec les Verts, l'Europe s'engage entre autres à protéger les lanceurs et lanceuses d'alerte qui informent dans l'intérêt général, à prendre des mesures contre les gouvernements autoritaires, à interdire tous les plastiques inutiles et à lutter contre la fraude fiscale des grandes multinationales.

Voter pour les Verts, c'est voter pour le changement. Mais la route est encore longue.

Dans l'Europe telle que nous la voulons, les jeunes n'ont plus à se battre pour trouver un emploi décent, les femmes ne sont plus discriminées au travail, et les petits entrepreneurs ne souffrent plus de la concurrence fiscale déloyale des multinationales. Dans notre Europe, les enfants ne sont pas contaminés par des produits chimiques néfastes, les journalistes ne sont plus bâillonnés par des intérêts puissants et les personnes transgenres ne sont plus agressées dans la rue. Les personnes âgées ne vivent plus dans la pauvreté absolue, et les migrant.es ne se noient plus dans les eaux méditerranéennes. Les animaux ne sont plus maltraités et les forêts anciennes ne sont plus décimées pour un profit à court terme.

Cette Europe a besoin de vous. Rejoignez-nous pour construire un avenir juste et durable.

Il est temps de renouveler la promesse de l'Europe.

Pour que nos enfants héritent d'une planète propre et sûre.

Nous nous engageons pour une Europe guidant le monde vers une transition juste pour des sociétés durables. L'écologisation de notre économie représente une occasion unique de créer des emplois et d'améliorer la qualité de vie, tout en favorisant l'inclusion. La crise climatique, la destruction de la nature et la surexploitation des ressources menacent profondément notre bien-être et notre santé - voire de notre sécurité. Le progrès humain ne peut se faire qu'à l'intérieur des limites planétaires.

La durabilité environnementale n'est pas un luxe : elle est une nécessité. Face au déclin de la biodiversité, à la pollution de l'air et à l'accélération de la crise climatique, l'Europe doit s'engager à faire plus et plus rapidement, dans tous les domaines politiques. Il est de notre devoir de



protéger l'environnement, pour les citoyen.nes d'aujourd'hui comme pour celles et ceux de demain. À nous de représenter les intérêts des générations futures qui hériteront de notre planète.

Action climatique. L'Europe doit montrer la voie à suivre en matière d'action pour le climat, et faire de l'accord de Paris une réalité. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour que la température n'augmente pas de plus de 1,5 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. Nous demandons pour cela une loi européenne sur le climat, imposant des budgets carbone pour réduire les émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030, et pour construire une économie zéro émission. Il faut aussi restaurer les puits naturels de carbone des forêts et des sols.

Pour affirmer son leadership, l'Europe doit augmenter le financement international de la lutte contre le changement climatique. Si des pays clés en dehors de l'UE refusent de limiter leurs émissions, un ajustement fiscal à la frontière doit être appliqué pour garantir des conditions de concurrence équitable pour les salarié.es et entreprises d'Europe. Nous souhaitons aussi établir un prix plancher du carbone élevé dans le cadre du système d'échange de droits d'émission.

Énergie. L'argent des contribuables ne doit en aucun cas financer les combustibles fossiles. Les fonds autrefois dédiés aux énergies fossiles peuvent être réinvestis dans des solutions vertes permettant de développer l'efficacité énergétique, les trains transfrontaliers et l'agriculture durable.

Pour atteindre ses objectifs climatiques, l'Europe doit éliminer le charbon d'ici à 2030, ainsi que les autres énergies fossiles (notamment le gaz) par la suite. Le nucléaire et la fracturation hydraulique n'ont pas leur place dans un avenir à énergie propre.

Nous souhaitons faire de l'efficacité et de l'économie d'énergie notre priorité, tout en luttant contre la précarité énergétique. La transition énergétique vers des énergies 100 % renouvelables peut faire diminuer la pollution, créer de l'emploi et améliorer notre autonomie énergétique, tout en impliquant davantage les citoyen.nes.

Transport. Pour un système de transport durable, il est essentiel d'investir dans des réseaux de chemins de fer reliant les pays européens entre eux, avec des trains plus accessibles et abordables, y compris des services à grande vitesse et de nuit. Avec de solides réseaux de transports en commun et moins de déplacements, les embouteillages et la pollution en Europe diminueront. Une partie des transports de marchandise peut être redirigée vers les réseaux ferroviaires et les voies navigables existantes, pourvu que cela ne dégrade pas davantage l'environnement. Tous les camions, fourgons, trains, bateaux et avions devront à terme devenir des véhicules non polluants.

Le transport durable peut être financé par des subventions provenant des transports aériens, avec par exemple la création d'une taxe sur les vols européens, d'une TVA européenne sur les billets ainsi que l'abolition de l'exonération fiscale sur le kérosène. Les îles et autres zones reculées sans autre alternative de transport seront toutefois épaulées. L'imposition sur le transport aérien et routier basée sur le principe du pollueur-payeur mettrait tous les modes de transports sur un pied d'égalité.



La vente de nouveaux véhicules consommant des carburants fossiles doit être interdite après 2030. L'Union doit soutenir la création de zones à faibles émissions dans les villes d'Europe, et promouvoir les pratiques écologiques comme le vélo et la marche. Les biocarburants doivent aussi disposer d'empreintes carbone faibles, et ne pas impacter la production alimentaire ou endommager la biodiversité.

Protection de l'environnement et de la nature. L'implémentation de mesures environnementales déterminantes peut améliorer les vies de millions d'européens. Aujourd'hui, la pollution de l'air tue à elle seule plus de 400 000 personnes chaque année au sein de l'UE - et affecte la qualité de vie de millions de citoyens.

Fixer des limites plus strictes sur la pollution peut protéger l'air que nous respirons. L'agriculture durable contribue aussi à maintenir propre l'eau que nous buvons. L'interdiction des produits chimiques dangereux limite les problèmes de santé. Le marché mondial des solutions propres est en pleine croissance et permet d'améliorer l'emploi et les revenus.

Pour protéger les sites naturels de grande valeur, nous prévoyons également d'étendre les espaces protégés pour couvrir les écosystèmes clés, et garantir que les mesures mises en œuvre fonctionnent réellement. Mais toute ambition a un coût. L'UE doit jouer un rôle dans la mise en œuvre de mesures fondamentales pour des environnements sains. Les infrastructures et autres projets financés par l'argent public européen doivent impérativement préserver et restaurer la biodiversité plutôt que de l'endommager.

Il faut poursuivre en justice et sanctionner plus sévèrement les exploitations forestières illégales et non durables. L'UE doit se munir d'outils efficaces pour mieux lutter contre la déforestation liée à l'importation de denrées alimentaires et autres produits. Elle doit aussi œuvrer pour protéger les sols européens de toute dégradation et les restaurer afin d'améliorer leur capacité à retenir les ressources en eau.

Nous nous engageons aussi à ce que les aires marines protégées couvrent 20 % de la surface de nos mers. Les contrôles d'émissions de soufre rejetées par les navires doivent être étendus à toutes les côtes, et le mazout lourd interdit dans les régions arctique et antarctique.

Économie circulaire. Au sein de l'économie actuelle, les ressources naturelles sont utilisées pour fabriquer des produits, qui sont ensuite consommés et jetés. Ce modèle linéaire doit laisser la place à une économie circulaire capable de faire plus avec moins, tout en évitant de créer de nouvelles substances dangereuses. Plutôt que d'acheter toujours plus, il est aujourd'hui nécessaire de consommer avec intelligence et modération.

Les produits doivent durer plus longtemps et être réparables plus facilement. La durée des garanties doit aussi être rallongée pour mettre fin à l'obsolescence programmée. Les entreprises doivent cesser de jeter des produits alimentaires encore comestibles. Les plastiques non recyclables doivent être taxés ou interdits, les alternatives durables développées et les objectifs de recyclage et de réutilisation renforcés. Nous demandons également des limites strictes à l'exportation des déchets et l'introduction de taxes sur l'extraction et l'importation des matières premières.



Agriculture, alimentation et animaux. La façon dont nous produisons et consommons nos aliments a un réel impact sur notre santé, l'environnement et le bien-être des animaux. Nous souhaitons réformer la politique agricole commune de l'Europe pour passer d'une agriculture industrielle et des organismes génétiquement modifiés (OGM) à des pratiques agricoles durables, qu'elles soient biologiques ou agro-écologiques. L'agriculture durable permet de réduire les émissions, de protéger les abeilles, de redynamiser les zones rurales et de produire des aliments sains. Pour protéger les terres agricoles, l'expansion urbaine doit cesser de toute urgence.

Nous souhaitons réorienter les subventions de la PAC vers une agriculture durable, juste et basée sur les résultats. Les pesticides néfastes comme le glyphosate doivent être interdits. Les règles commerciales doivent permettre aux États membres de subventionner leurs agriculteurs pour compenser les coûts supplémentaires engendrés par des normes plus strictes sur l'environnement, la protection animale et la santé publique. Pour prendre des décisions éclairées, les citoyen.nes doivent avoir connaissance de la composition de leurs aliments, du lieu où ils sont produits, et de la façon dont ils sont produits. Nous souhaitons diminuer la consommation globale de viande au profit de régimes alimentaires à base de végétaux, plus sains et plus durables.

La pêche en Europe doit aussi être exercée dans des limites durables. Des fermetures saisonnières de la pêche, qui permettent aux stocks de poissons de se reconstituer, doivent être appliquées dans tous les États membres. La pêche illégale doit cesser, et les poissons importés doivent respecter les normes européennes en matière de conservation.

Nous condamnons le chalutage de fond en haute mer et toute autre pratique particulièrement destructrice et œuvrons pour limiter l'impact de la pêche de fond sur les écosystèmes.

Les animaux ont le droit d'être bien traités - nous exigeons ainsi l'interdiction de l'élevage d'animaux à fourrure, le transport d'animaux vivants sur de longues distances, et l'expérimentation animale. Le droit à un comportement naturel doit être garanti pour les animaux d'élevage. L'argent public ne doit en aucun financer l'élevage industriel.

Justice environnementale. L'un des fondements de l'action en faveur de la durabilité consiste à renforcer le droit de l'environnement et à mieux l'appliquer à tous les niveaux, y compris en engageant des poursuites judiciaires contre ceux qui le violent. Le droit à l'information doit être garanti, et l'accès à la justice environnementale davantage ouvert aux citoyen.nes et aux organisations de la société civile. L'UE doit établir un nouveau plan d'action à la fois innovant et ambitieux. Nous demandons également la création d'un tribunal environnemental international à même de traiter les cas les plus graves de violation.

La protection de l'environnement est aussi une problématique sociale. Souvent, les dommages environnementaux frappent davantage les plus vulnérables, comme les communautés à faible revenu et les pays pauvres, sans oublier les générations futures. Les grands projets de construction doivent impérativement être soumis aux populations locales avant d'être lancés. Nous nous engageons pour la justice environnementale.



La transition vers une économie verte ne se fera pas du jour au lendemain et ne sera pas toujours facile. Les travailleurs et les régions ont besoin d'une transition équitable vers des moyens de subsistance durables. Un régime européen spécial devrait être mis en place afin de financer la reconversion et la transition vers de nouveaux emplois, pour garantir la sécurité sociale et apaiser les craintes.

Une prospérité partagée dans une économie juste et une Union solidaire.

Nous souhaitons construire une Europe sociale, avec une économie durable et une justice fiscale. Toute personne en Europe a droit à un revenu décent et aux services publics de base. Nous devons réformer le système économique actuel pour qu'il profite aux personnes, et respecte les limites planétaires. Un « New Deal » écologique permettrait d'injecter des milliards de dollars dans l'investissement durable et l'innovation. C'est en construisant une économie qui profite à toutes et tous que nous favoriserons l'inclusion et garderons tout le monde à bord.

Des décennies de coopération européenne ont permis de construire une union économique. Aujourd'hui, il est temps de passer à l'étape suivante : celle d'une UE qui profite à tou.tes. La justice sociale doit faire partie des priorités de notre Union ; il nous faut construire une Europe vraiment sociale.

Pauvreté. Aujourd'hui, une personne sur quatre est exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Europe, dont 25 millions d'enfants. Ce chiffre est inacceptable. L'Europe n'a jamais été aussi riche et tout.e citoyen.ne a droit à un niveau de vie décent.

La réduction de la pauvreté et des inégalités doit être au cœur de toutes les politiques sociales et économiques. Nous rejetons fermement les politiques d'austérité mises en place, elles n'ont fait qu'accentuer la pauvreté et détériorer la qualité des services publics.

Droits sociaux. Pour faire du pilier européen des droits sociaux une réalité, nous appelons à l'introduction d'une législation européenne visant à garantir des régimes de revenu minimum adéquats dans tous les États de l'Union Européenne. Ce soutien social sera apporté par chaque État membre à toutes les personnes sans autre source de revenu, en tenant compte du niveau de vie local et des différents systèmes nationaux, afin d'offrir un niveau de protection équivalent à tou.tes les citoyen.nes. Les normes actuelles ne peuvent être assouplies. Nous pensons aussi que des visions audacieuses sont nécessaires, elles pourraient être basées sur des études et des expérimentations sur le revenu minimum universel.

L'Europe doit faire respecter les droits sociaux de tous ses citoyen.nes, notamment l'accès aux soins, au logement et à l'éducation. Les investissements publics pour la création de logements sociaux abordables et éco-énergétiques doivent être soutenus par des financements européens. Les politiques publiques de logement doivent prendre une dimension européenne, et protéger les locataires contre toute forme d'exploitation.

Santé. L'UE doit demander aux États membres de mettre en place une couverture santé universelle, de réduire les inégalités en la matière et de garantir l'accès aux médicaments. Nous



voulons mettre davantage l'accent sur la prévention des problèmes de santé physique et mentale, et non seulement sur leur traitement.

La politique en matière de drogue doit être fondée sur des données probantes et non sur des préjugés. Les pays européens doivent réformer leurs politiques antidrogue de façon à soutenir - et non punir - les personnes souffrant de toxicomanie.

Inclusion et cohésion. L'Europe ne doit laisser personne de côté, qu'il s'agisse de régions reculées ou peu peuplées ou de groupes de personnes vulnérables. Nous souhaitons renforcer la cohésion territoriale en diminuant les disparités régionales tant à l'intérieur des États membres qu'entre eux, en offrant à toutes et tous des chances égales indépendamment de leur lieu de naissance ou de résidence.

L'Europe doit jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, tant au niveau de l'Union qu'au niveau international. Nous voulons rendre les infrastructures, les transports et les communications accessibles. Les personnes handicapées doivent être associées aux décisions qui les concernent, y compris avoir le plein accès au vote.

Travail. Le travail donne à chacun.e un revenu, une communauté et un but. Pour créer des postes de qualité et mieux préparer les demandeurs d'emploi, un éventail de mesures doit être pris au niveau des entreprises et de la société, allant de la reconversion au perfectionnement en passant par le soutien à l'entrepreneuriat social et à la création de petites entreprises.

Le droit au travail pour tou.tes fait partie des fondements mêmes d'une société prospère et inclusive. Nous soutenons le droit des travailleurs et travailleuses à s'organiser au sein de syndicats, nous prôtons aussi la négociation collective, le dialogue social et la participation des travailleurs.

L'Europe doit faciliter et protéger la circulation transfrontalière des travailleurs afin que les personnes ne tombent pas dans des systèmes sociaux fragmentés au niveau national. Un numéro européen de sécurité sociale et une meilleure reconnaissance des professions peuvent faciliter le travail dans d'autres pays. Nous souhaitons protéger les droits des travailleurs et travailleuses migrant.es et combattre toutes les formes d'exploitation et de travail forcé au sein de l'Union.

Environ une personne sur dix ayant un emploi est exposée au risque de pauvreté en Europe. Nous voulons réformer les règles du travail et les régimes de protection sociale pour refléter la nature flexible de l'emploi et protéger également les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie du spectacle et des plate-formes. Une assurance chômage pourrait être créée au sein de la zone euro, ouverte aux pays extérieurs qui souhaitent y participer, qui garantisse une couverture de base, qui complèteraient les allocations chômage nationales.

La vie professionnelle doit être sûre, saine et équitable. Le stress lié au travail est une des principales causes d'absentéisme et de mal-être chez les travailleurs.



La législation communautaire doit donc davantage prendre en compte les risques de santé psychosociale. La réduction et la redistribution du temps de travail doivent être facilitées lorsque les personnes le souhaitent, par exemple lorsque les parents reviennent au travail après un congé parental. Nous voulons également que tous les pays garantissent des congés de maladie payés pour les travailleurs.

Éducation, recherche et culture. L'éducation permet aux individus d'améliorer leur vie, de comprendre le monde et de s'engager dans la société. C'est aussi un investissement dans l'avenir, car des gens instruits et compétents sont le fondement d'une économie dynamique et d'une démocratie qui fonctionne. L'Europe doit jouer un rôle central pour l'éducation et la recherche dans le monde.

Notre vision à long terme est celle d'une éducation gratuite et accessible à toutes et tous afin de réduire les inégalités en la matière d'éducation. Celle-ci doit permettre aux gens de développer les compétences nécessaires dans l'économie verte de l'information. Chacun.e doit avoir l'opportunité d'apprendre tout au long de sa vie et de changer de carrière.

L'Europe doit s'appuyer sur la connaissance et la science. Le programme Horizon 2020 a été une réussite. Les financements dédiés à la recherche indépendante et à l'innovation doivent être considérablement accrus afin de relever les grands défis de la société.

Nous appelons également à la multiplication des financements européens pour les échanges d'étudiants. Le programme d'échange Erasmus + doit être élargi et renforcé pour permettre aux personnes de tous horizons de travailler, de suivre des formations ou d'étudier dans un autre pays.

En tant que sources de bien-être, d'emploi et de revenu, l'art et la culture jouent aussi un rôle clé. Nous soutenons la diversité culturelle, la liberté artistique et l'accès à la culture pour toutes et tous.

Nous reconnaissons que la diversité des identités en Europe joue un rôle important dans la défense de la démocratie. Investir dans la culture permet de forger de nouveaux liens, d'établir des traditions, de rassembler les communautés et de renforcer le sentiment d'appartenance. L'accès à la culture est un droit humain. Un certain nombre d'initiatives culturelles existent déjà au niveau de l'UE, comme par exemple le programme « Europe créative », pour laquelle le budget doit être augmenté.

Jeunesse. Même des années après la crise financière, les jeunes européens font toujours face à de nombreux défis. Dans certains pays, le chômage atteint 40 % chez les jeunes générations. Nombreux, nombreuses sont celles et ceux qui, face à l'inaction des responsables politiques, s'inquiètent à juste titre pour leur avenir.

Nous luttons aux côtés des jeunes - pour des sociétés leur donnant pleinement accès à la protection sociale et à leurs droits, notamment au logement, à l'éducation et à la participation politique. Notre proposition sur le revenu minimum garantit aussi une meilleure sécurité sociale



pour les jeunes. Nous œuvrons pour des emplois de qualité, l'interdiction des salaires discriminatoires basés sur l'âge, et la rémunération des stages.

La Garantie européenne pour la jeunesse, qui promet aux jeunes d'obtenir un emploi, une formation continue, des contrats d'apprentissage ou des stages dans les quatre mois suivant la fin de leur diplôme, doit être mise en œuvre plus efficacement. La Garantie pour la jeunesse doit être obligatoire dans tous les États membres, et elle doit principalement servir à garantir des emplois stables, bien payés et de qualité. Un financement suffisant pour le volet volontariat du Corps européen de solidarité donnerait aux jeunes la possibilité et les moyens financiers de développer leurs propres projets de volontariat.

Personnes âgées. Le nombre de personnes âgées est en rapide augmentation. Les citoyen.nes européen.nes seniors ont beaucoup à offrir : la création d'un cadre propice peut leur permettre de transmettre leur savoir ou de faire du bénévolat pour la société civile, et d'obtenir en retour une certaine forme de reconnaissance. Aucun individu ne peut être contraint de vivre dans la pauvreté parce qu'il est parti en retraite.

Les travailleurs seniors ont aussi le droit d'apprendre tout au long de leur vie. La possibilité d'une retraite à mi-temps doit être donnée, avec des horaires de travail réduits et des subventions partielles. Il est temps de lutter contre les préjugés et la discrimination des femmes et des hommes âgé.es dans le domaine du travail.

Économie. Pour satisfaire les besoins de tou.tes tout en respectant les limites planétaires environnementales, le système économique actuel doit changer. La transition vers une véritable économie circulaire non polluante offre des opportunités majeures pour les individus et aussi pour l'environnement.

Saisir les opportunités de la numérisation, de l'intelligence artificielle et de la robotisation - tout en relevant leurs défis et leurs risques - peut renforcer l'économie européenne. Les travailleurs qui font face à cette transition devraient être aidés à s'adapter à l'évolution de la situation.

L'économie équitable, sociale, axée sur la collaboration et les soins recèle également un grand potentiel. Les nouvelles formes d'économie peuvent combiner rentabilité, inclusion sociale et gouvernance démocratique. La réglementation européenne doit permettre la mise en place d'outils alternatifs, tels que les coopératives, le financement communautaire (crowdfunding) et l'entrepreneuriat social.

Les citoyen.nes doivent avoir accès aux ressources partagées [aussi appelées Communs], ce « patrimoine de l'humanité » que sont un air et une eau propres, Internet ou le savoir. Les communautés de toute l'Europe doivent être encouragées à développer des alternatives durables et accessibles aux rôles dominants actuels de l'économie de marché et de ses lobbies.

Le produit intérieur brut à lui seul ne constitue pas une mesure suffisante du progrès économique. Nous voulons le compléter par d'autres indicateurs alternatifs afin de mieux refléter les préoccupations sociales et environnementales.



Industrie et marchés. Avec plus de 100 millions d'emplois directs et indirects, l'industrie manufacturière est un moteur économique clé de l'UE. La politique industrielle écologique repose sur l'innovation et les solutions intelligentes, qui permettent d'améliorer l'efficacité énergétique des produits et de les rendre plus économes en ressources.

Le marché unique peut devenir le moteur de l'emploi et de la prospérité lorsqu'il est régi par des règles communes ambitieuses, protégeant les normes fondamentales du travail, les droits des consommateurs et les services publics. Il existe un potentiel particulièrement important inexploité dans les services numériques et autres, tout en garantissant les services sociaux et les droits des travailleurs et des consommateurs. La mondialisation a donné naissance à plusieurs grandes entreprises internationales aujourd'hui hors de portée des législations nationales. Nous appelons l'UE à agir en tant qu'autorité efficace et indépendante dans la supervision du secteur digital, pour contrôler et limiter le pouvoir de marché des grandes entreprises.

Les petites et moyennes entreprises (PME et TPE) sont l'épine dorsale de l'économie européenne. Nous encourageons un plus grand nombre de personnes à se lancer dans l'entrepreneuriat et soutenons les entrepreneurs existants, notamment les femmes entrepreneures, les entreprises familiales et les migrant.es. Une réglementation plus intelligente doit garantir aux PME des conditions de concurrence équitables par rapport aux grandes entreprises et la réglementation de la concurrence doit être réformée en conséquence. Les universités doivent être encouragées à collaborer avec les PME pour explorer les nouvelles technologies. Il est également essentiel que l'UE protège les emplois et les entreprises européennes contre le dumping déloyal des importations et la délocalisation. L'UE ne peut pas laisser l'investissement étranger direct porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public.

La création de marchés publics plus durables peut faciliter la transition vers l'écologisation de l'économie. Nous demandons aux organismes publics de prendre systématiquement en compte les critères sociaux, environnementaux et le commerce équitable lorsqu'ils achètent leurs produits et services.

Commerce. Les traités commerciaux jusqu'ici proposés, comme l'AECG, le PTCl et l'ACS, présentent de graves lacunes. Négociés dans le secret, ces accords ont négligé la question des droits sociaux, du service public et de l'environnement. Nous rejetons plus particulièrement les méthodes de règlement des différends réservées aux investisseurs, qui portent atteinte à la démocratie.

Nous continuerons d'œuvrer pour des politiques commerciales équitables et ouvertes, pourvu qu'elles se basent sur des règles internationales, des processus transparents et qu'elles ne portent pas atteinte aux droits des travailleurs, des agriculteurs, des consommateurs, au bien-être animal, ainsi qu'à la protection de la santé et de l'environnement. Plutôt que les accords commerciaux bilatéraux, nous favorisons davantage les négociations de l'OMC et les accords multilatéraux. L'accord de Paris, les normes internationales sur le travail et les objectifs de développement durable doivent constituer le pilier des traités commerciaux.

L'Europe doit s'assurer que les entreprises respectent des normes strictes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. L'Union et les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour



mettre en œuvre les principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains- et garantir aux citoyen.nes l'accès à la justice lorsque les entreprises enfreignent ces règles. A cet effet, les pays doivent aussi collaborer en faveur d'un traité international fort. Les entreprises multinationales doivent effectuer les vérifications nécessaires tout au long de leur chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que leurs activités respectent les droits humains et le développement durable.

Impôts. L'impôt peut être un puissant outil d'équité et de durabilité. Nous plaidons en faveur d'une réforme fiscale écologique : taxer davantage ce que nous voulons moins (utilisation des ressources et pollution) et taxer moins ce que nous voulons plus (emplois). L'Europe doit exiger des États membres qu'ils augmentent leurs taxes sur les énergies fossiles et envisagent des taxes environnementales au niveau européen, par exemple sur les voyages par avion et les plastiques.

Trop souvent, les pauvres doivent payer proportionnellement plus d'impôts que les riches et les propriétaires de petites entreprises plus que les grandes sociétés. L'Europe doit combler les lacunes qui permettent aux plus riches d'échapper à l'impôt, afin d'uniformiser les règles du jeu et de contribuer au financement des investissements publics indispensables.

Il est aussi essentiel de lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent, qui alimentent le crime organisé. Nous demandons le renforcement des règles pour lutter contre le blanchiment d'argent et le renforcement des pouvoirs d'enquête européens.

Pour instaurer la justice fiscale, l'Europe doit redoubler d'efforts pour mettre fin aux paradis fiscaux et lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union. Une plus grande harmonisation sur ce qu'il convient d'imposer et comment, telle qu'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) pour les grandes entreprises et un taux minimum d'imposition des sociétés, peut permettre de limiter la concurrence dommageable entre les États membres. Au delà de leur engagement en faveur de ce cadre commun, les États membres doivent aussi avoir la possibilité de remédier aux désavantages inhérents à leur économie. Les bénéfices découlant de la réduction de l'évasion fiscale doivent être réinvestis dans des initiatives européennes pour diminuer les inégalités sociales et soutenir les communautés défavorisées et périphériques. Il faut renforcer l'obligation pour les entreprises multinationales de rendre compte publiquement de l'endroit où elles paient des impôts.

La fiscalité doit être adaptée à notre économie mondialisée. De solides mesures doivent être mises en place pour lutter contre la manipulation des marchés, la spéculation abusive et les délits d'initiés, et pour améliorer la transparence sur les marchés financiers. Nous proposons la création d'une taxe sur les transactions financières pour limiter la spéculation et financer des investissements durables. L'Europe doit également trouver un moyen équitable et fonctionnel de taxer les services numériques et de gérer les crypto-monnaies.

Marchés financiers et investissements. Pour garantir une stabilité financière et prévenir toute nouvelle crise, il est essentiel d'évaluer les risques systémiques et empêcher les institutions financières de devenir trop grandes pour faire faillite. Les banques doivent être mieux capitalisées, et les opérations bancaires indispensables à l'économie réelle doivent être séparées



des activités de commerce. L'Europe doit renforcer ses réglementations financières afin de s'assurer que le secteur financier contribue pleinement à une économie résiliente et durable.

Les règles économiques européennes doivent encourager, et non entraver, les investissements socialement responsables. L'amélioration de l'accessibilité aux services de garde d'enfants et à l'éducation de base, à la formation des travailleurs et aux logements abordables contribueront à accroître l'emploi et à réduire les inégalités sociales. L'accès aux services financiers de base doit être garanti à tou.tes.

La transition vers une économie durable implique de lourds investissements. Nous proposons un « New Deal » écologique pour financer et mobiliser pleinement les investissements dans des domaines tels que les liaisons ferroviaires transfrontalières, les énergies renouvelables et l'innovation durable, ainsi que dans une transition juste, plus particulièrement dans les États membres les plus pauvres.

Pour un pouvoir par le peuple et le respect de chacun et chacune dans une Europe de la diversité et du féminisme

L'Europe est une union basée sur des valeurs communes. L'UE doit lutter pour l'égalité des droits pour tou.tes, et contre toute forme de discrimination. Tou.tes les citoyen.es ont le droit d'être, de croire et d'aimer librement. Nous voulons bâtir une Union du féminisme et de l'inclusion qui défend l'égalité des sexes, les droits humains, la démocratie et la diversité. L'Europe doit porter haut l'étendard de la solidarité, du développement humain et de la paix dans le monde.

La démocratie, l'État de droit et les droits humains sont de plus en plus remis en cause, tant en Europe que dans le reste du monde. En ces temps troublés, l'Europe peut être porteuse d'espoir. L'Union doit jouer un rôle plus important dans la défense et l'approfondissement des fondements de nos sociétés ouvertes. Nous voulons une démocratie dynamique à tous les niveaux : local, régional, européen et international.

Démocratie et droits civiques. Nous soutenons la société civile dans la défense et l'approfondissement de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains. L'Europe doit également renforcer ses mécanismes de défense contre les ingérences extérieures, telles que les tentatives d'influencer des élections, mais aussi de désinformer ou d'inciter à la haine. Si ces mesures sont nécessaires, elles ne doivent cependant pas affaiblir d'autres droits.

La démocratie dépend aussi de la liberté d'expression et des médias indépendants. Nous souhaitons apporter davantage de soutien au journalisme d'investigation, et défendre les journalistes menacé.es. Les lanceurs et lanceuses d'alerte qui choisissent de rendre des informations publiques dans l'intérêt général doivent être protégés.

Dans un monde plus en plus numérique, la protection des libertés et des droits humains dans le domaine de l'internet revêt une importance croissante. Nous défendons la neutralité d'Internet, principe selon lequel le traitement de toutes les données doit être égal – c'est là le fondement de l'Internet ouvert. Le règlement européen sur la protection des données récemment introduit doit



être pleinement mis en œuvre. Dès le départ, les paramètres de base doivent être définis de manière à assurer la meilleure protection et sécurité possible des données. Les communications électroniques doivent être cryptées de bout en bout. Nous condamnons fermement toute forme de conservation des données sans raison valable.

Au nom de la protection de la dignité humaine, la délégation d'importantes décisions aux algorithmes doit aussi être limitée. L'homme doit, à tous moments, maîtriser le fonctionnement des algorithmes et des robots.

Les algorithmes doivent être accessibles au public et exempts de toute discrimination. L'Europe doit jouer un plus grand rôle dans l'élaboration de lois internationales.

Nous proposons de fixer à 16 ans l'âge minimum du droit de vote et de candidature aux élections européennes, pour donner davantage de poids aux jeunes dans les décisions qui façonnent notre avenir commun. Nous demandons aussi le renforcement de l'éducation civique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des écoles.

Transparence et participation. Nous voulons accroître radicalement la transparence des institutions européennes, y compris celle de la Banque centrale européenne. Les citoyen.nes ont le droit de savoir comment les décisions sont prises et comment leur argent est dépensé. Toutes les décisions prises par les États membres au sein du Conseil doivent être rendues publiques. Nous demandons une empreinte législative obligatoire pour les lois de l'UE et un registre de lobbying contraignant pour toutes les institutions européennes. Il faut aussi mettre fin aux portes battantes entre le monde politique et les grandes entreprises en imposant des phases de «refroidissement». Cette règles de transparence et d'éthiques doivent être supervisées par un organisme indépendant au niveau de l'UE. Les décisions doivent être basées sur les meilleures informations disponibles et une véritable consultation des parties prenantes.

L'initiative citoyenne européenne peut être l'instrument clé de la participation des individus aux processus de décision européens. Toutefois, sa promesse ne s'est pas pleinement concrétisée en raison d'obstacles bureaucratiques et du faible soutien politique de la Commission européenne. Les procédures doivent être simplifiées - les citoyen.nes européen.nes ont aussi le droit de demander une réforme des traités de l'UE. Les règles doivent être renforcées pour que les initiatives obtiennent une réponse et débouchent sur des actions concrètes.

Féminisme et égalité des sexes. Au rythme où nous allons pour réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe, il faudra encore 70 ans pour atteindre l'égalité de rémunération, 40 ans pour que le travail domestique soit partagé également et 20 ans pour parvenir à une représentation égale dans la politique. Nous refusons d'attendre si longtemps.

L'égalité des sexes est au cœur des politiques des Verts. Nous demandons des lois strictes sur l'égalité de salaire pour un travail égal. Parce que les femmes européennes sont encore en charge des deux tiers du travail non rémunéré à domicile, le congé parental doit être allongé et réparti plus équitablement entre les parents. La protection des travailleuses enceintes doit être renforcée. Nous demandons également une réelle amélioration des services de garde d'enfant accessibles, abordables et de qualité.



Des quotas de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises et la parité au sein des comités exécutifs des institutions européennes permettraient de mieux représenter les femmes dans la prise de décision. Pour garantir l'égalité en Europe, les personnes de sexe différent doivent bénéficier de façon égale du budget de l'UE.

Nous luttons pour l'émancipation et l'autodétermination des femmes. Les européen.nes n'ont toujours pas le même accès aux droits et services de qualité pour la santé sexuelle et génésique. Nous souhaitons vivement garantir des services sûrs et de qualité, gratuits et accessibles à tous, y compris pour l'avortement. Le droit à l'avortement doit être renforcé- plus particulièrement dans les régions où il est particulièrement limité. L'information sur la contraception et l'avortement doit être facilement disponible dans tous les pays.¹

L'Europe doit combattre avec détermination la violence fondée sur le genre. La mise en œuvre de la Convention d'Istanbul doit figurer parmi les priorités de tous les pays européens.

Diversité. Nous sommes fiers de cette Europe diverse et colorée. Nous condamnons et combattons fermement toute forme de discrimination et de crimes haineux basés - mais sans y être limités - sur le genre, l'identité sexuelle, la classe sociale, l'appartenance ethnique et leurs intersections. Les politiques et services doivent reconnaître la diversité des personnes et de leurs familles, ainsi que la contribution qu'elles apportent à nos sociétés.

Les individus appartenant aux minorités sexuelles (LGBTIQ+) doivent jouir des mêmes droits partout en Europe. Les couples de même sexe et leurs familles doivent être reconnus et respectés sur un pied d'égalité, et la liberté de mouvement des familles arc-en-ciel garantie. Les individus doivent avoir le droit de déterminer leur identité et expression sexuelle, y compris l'accès à la reconnaissance juridique de leur genre. Nous condamnons fermement la stérilisation forcée des personnes transgenres.

Migration et réfugiés. Pour diverses raisons, les gens ont toujours migré - et migreront toujours. Les migrants doivent tou.tes être traités avec dignité, dans le respect des droits humains fondamentaux. Construire des murs n'est pas une option, pas plus que permettre à la Méditerranée de devenir une fosse commune. Lorsque les migrant.es nouvellement arrivé.es trouvent une place dans nos sociétés, elles/ils contribuent à la fois à notre économie et à notre culture.

Il est urgent de trouver une alternative juste au système actuel de Dublin, qui laisse l'entière responsabilité des réfugié.es aux États membres frontaliers. Nous œuvrons en faveur de normes et de règles communes en matière de mobilité de la main d'œuvre et de migration, ainsi que pour le partage équitable des responsabilités entre les pays dans un esprit de solidarité. Les contrôles aux frontières doivent permettre aux personnes en détresse de demander le droit d'asile, et notamment d'accéder aux procédures d'asile, comme le stipule l'État de droit. Ces femmes et ces hommes demandeurs doivent être recensé.es et réparti.es de façon équitable parmi les États membres de l'UE. Les liens familiaux et autres entre une personne qui demande l'asile et un État

¹Alternattiva Demokratika, Malte, manifeste son opposition à toute mention du droit à l'avortement.



membre doivent être pris en compte. Nous souhaitons également créer des visas de réinstallation et humanitaires pour les réfugié.es des pays tiers.

Nous demandons à l'Union de soutenir les pays, les régions et les villes accueillant de nombreux.ses réfugié.es et migrant.es. L'aide aux demandeur.es d'asiles ne doit pas être pénalisée, et l'Europe doit au contraire soutenir les actions de secours. L'incarcération des demandeur.es d'asiles doit cesser. L'UE doit garantir leur accès à une aide juridique.

Le Parlement européen doit pouvoir assurer un contrôle démocratique sur la mise en œuvre des contrôles aux frontières, des accords formels et informels avec les pays tiers, et des politiques d'asile et de migration. Nous nous opposons à tout projet de centres contrôlés et de plates-formes régionales de débarquement en dehors de l'UE.

L'Europe doit établir des routes migratoires sûres et légales. Nous devons également redoubler d'efforts pour proposer davantage d'opportunités aux nouveaux arrivants. La reconnaissance des compétences acquises dans le pays d'origine, les formations linguistiques et la lutte contre le racisme peuvent toutes contribuer à l'intégration des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Le respect de la diversité, des cultures et des langues forme la toile de fond de toute action. Les accords avec les pays de transit doivent être révisés de façon à respecter réellement les droits humains et les engagements internationaux de l'UE.

Solidarité internationale. L'Europe a toujours défendu le multilatéralisme et continuera de le faire. Il est de notre responsabilité de défendre nos valeurs à l'international. Les Nations Unies constituent la plate-forme naturelle à cet égard. L'Europe doit à la fois défendre les objectifs des Nations Unies et demander des réformes, notamment pour l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité.

L'Europe doit augmenter le financement du développement international et de l'action humanitaire. Pour ce faire, les États membres doivent consacrer au moins 0,7 % de leur économie au soutien des populations en difficulté dans le monde, plus particulièrement les pays les plus pauvres et les personnes les plus vulnérables.

Les objectifs de développement durable peuvent servir de lignes directrices pour les activités de l'UE à l'étranger. Nous demandons une meilleure coordination des initiatives de développement international entre l'UE et les États membres, afin d'éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources.

De nombreuses mesures européennes affaiblissent aujourd'hui les efforts de l'Union en matière de développement international. Les mesures sur le commerce, la pêche et la migration doivent servir les objectifs de développement et de durabilité dans une logique de cohérence des politiques. Agir sur ce plan, c'est aussi s'attaquer aux causes premières de la migration forcée.

L'Europe a un intérêt particulier et une responsabilité envers ses voisins, tant à l'est qu'au sud. Nous nous efforçons de rendre l'adhésion des pays des Balkans occidentaux envisageable, sur la base des valeurs européennes. Nous souhaitons également approfondir notre coopération avec nos partenaires orientaux. Nous pensons que la promotion de normes exigeantes en matière de



démocratie, d'État de droit et de droits humains est essentielle pour la coopération et l'aide financière.

Paix et sécurité. Parce que la paix est au cœur même du projet de l'Union européenne, il va de soi qu'elle en fasse son combat dans le monde.

La sécurité des personnes ne se résume pas à l'absence de violence. L'Europe doit relever les divers défis en matière de sécurité auxquels elle est aujourd'hui confrontée, de la désinformation à la dépendance énergétique envers des pays hostiles, en passant par le crime organisé et les phénomènes météorologiques extrêmes, conséquences du changement climatique. La réduction des inégalités, la protection de l'environnement et le renforcement de la démocratie peuvent s'attaquer de façon pérenne aux causes premières des menaces de violence, et permettre de créer des sociétés résilientes.

L'Europe doit être beaucoup plus active dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits armés, dans notre voisinage et au delà. Nous appelons à l'investissement dans la prévention des conflits civils, la médiation, la réconciliation et le maintien de la paix. Il est plus facile, moins coûteux et plus humain de s'attaquer aux causes profondes des conflits plutôt que d'en constater les ravages. Nous nous opposons à l'investissement de fonds européens à des fins militaires. La sécurité et la stabilité sur le long terme ne seront pas construits par les armes.

Il est temps de cesser d'approvisionner en armes les dictatures et les belligérants. L'Europe doit participer activement au désarmement international, notamment via l'interdiction des armes nucléaires et des robots programmés pour tuer.

Les pays de l'UE ont une obligation d'aide et d'assistance aux États membres visés par des agressions armées. Pour maintenir la paix, l'Europe doit aussi instaurer une politique commune de sécurité et de défense. Il est bien plus efficace et moins coûteux de réunir et de mettre en commun les ressources, en coordonnant les efforts des États membres au niveau européen.

L'Europe doit agir avec force contre les crimes contre l'humanité. Les interventions militaires doivent toutefois rester un dernier recours. Toute intervention militaire conjointe doit être effectuée dans le cadre d'une stratégie politique sur le long terme, dans le respect des lois internationales et avec l'autorisation du Parlement européen.

Le droit de vivre à l'abri de la violence est également un droit fondamental en Europe. L'UE et les autorités nationales doivent travailler davantage et mieux ensemble pour prévenir et combattre le terrorisme. L'Union peut financer la lutte contre la radicalisation, et réduire la violence armée au travers de règles plus strictes en matière d'armes et de munitions.

Une Union toujours plus soudée : réformer l'UE pour mieux préparer l'avenir

L'Union européenne doit se réformer. Nous voulons l'amélioration de la transparence, de la démocratie et de l'efficacité au sein de l'UE. Nous voulons réformer les institutions et les structures pour construire une Union plus solide, capable de renouer le contact avec ses citoyen.nes. Nous voulons construire



une Europe plus forte, à même de réaliser pleinement son potentiel pour améliorer les vies des personnes, et faire face aux enjeux de demain.

L'avenir de l'Europe. L'UE doit évoluer vers une démocratie supranationale, où les décisions publiques sont prises de manière transparente par des représentant.es élu.es et politiquement responsables. L'opposition de quelques États membres ne doit pas empêcher le progrès de la grande majorité. La règle de l'unanimité doit donc être remplacée par un processus législatif normal et une coopération renforcée simplifiée. Le Parlement européen doit avoir le pouvoir de légiférer et d'exercer son droit de codécision et de contrôle dans tous les domaines.

Nous sommes convaincu.es que l'UE doivent rester unie dans un cadre commun. Les institutions européennes ne doivent pas être subdivisées ou reproduites. Nous nous opposons à la création de nouvelles institutions spécifiques à la zone euro et soutenons plutôt la création d'un Comité zone euro au Parlement européen.

D'autres mesures doivent être prises en vue d'une "Union sans cesse plus étroite". Beaucoup peut être fait dans le cadre des traités actuels : nous soutenons soit une convention parlementaire ouverte à la société civile, soit une assemblée constituante élue, avec un mandat codécidé par le Parlement européen et les représentant.es des États membres statuant à la majorité qualifiée. La décision finale d'amender un traité doit faire l'objet d'un référendum auprès des citoyen.nes à l'échelle de toute l'Union européenne. Les véto.s des États membres ne doivent pas bloquer une telle décision.

Nous nous engageons pour une Europe de la démocratie, où les spécificités régionales et nationales sont représentées sur un pied d'égalité avec l'intérêt général de l'UE. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui la création d'un système au sein duquel le Parlement européen, représentant l'ensemble des citoyen.nes de l'UE et partiellement élu sur des listes transnationales, exerce un rôle de co-législateur avec une chambre représentant les États membres. Les régions sont représentées dans le cadre d'un Comité des régions renforcé.

Budget et politique monétaire. Pour mener à bien ses missions, l'UE doit pouvoir compter sur un budget plus ambitieux et plus efficace, codécidé avec le Parlement européen. Ce nouveau budget peut être majoritairement financé par l'Union même au travers des taxes sur la pollution et l'utilisation des ressources. Des emprunts peuvent aussi être levés pour des projets d'intérêt général. L'Union peut aussi envisager la budgétisation participative, permettant aux citoyen.nes d'intervenir directement dans la façon dont une partie de leur argent est utilisée.

Après le Brexit, la zone euro représentera près des quatre cinquièmes des citoyen.nes de l'UE et pèsera pour plus de quatre cinquièmes de l'économie. Nos propositions pour l'avenir de l'union monétaire s'appliquent aux pays de la zone euro. Celle-ci doit disposer de sa propre capacité fiscale, également ouverte aux États membres hors de la zone euro et ses membres doivent pouvoir aussi recourir à des mécanismes de coordination et de solidarité. Ces outils (comme par exemple les euro-obligations, qui soutiennent les investissements durables et porteurs d'avenir) doivent répondre à des critères sociaux et économiques stricts.



Nous rejetons les politiques d'austérité vouées à l'échec et souhaitons placer les objectifs sociaux et environnementaux sur un pied d'égalité avec les nouveaux objectifs budgétaires d'un Pacte de stabilité et de croissance reformulé et actualisé. Ce Pacte devra être complété par un Pacte de durabilité et de prospérité qui définit des objectifs sociaux, économiques et environnementaux basés sur les indicateurs de l'Union économique et monétaire (UEM) et ses États membres.

Les structures intergouvernementales de la zone euro, comme le pacte budgétaire et le Mécanisme européen de stabilité (MES), doivent être profondément réformées et intégrées au cadre juridique européen, avec la pleine participation du Parlement européen. L'Eurogroupe doit devenir un organe ordinaire du Conseil des ministres. L'union bancaire doit être achevée grâce à un système de garantie des dépôts viable. Le rôle de la Banque centrale européenne doit être révisé - elle ne peut agir en tant que prêteur pour les États membres qu'en dernier ressort, et peut contribuer à résoudre temporairement une crise des marchés obligataires publics, ou favoriser le plein emploi, en plus d'assurer la stabilité des prix. Les conditions d'exonération doivent être définies par des législateurs démocratiquement responsables aux niveaux appropriés.

Droits fondamentaux et réforme des migrations. Le champ d'application de la Charte des droits fondamentaux doit être étendu à tous les domaines et États membres. Sa capacité à défendre efficacement les citoyen.nes individuel.es doit aussi être renforcée. Le droit à l'avortement doit faire intégralement partie de la Charte des droits humains. L'UE doit accélérer son adhésion à la Convention européenne des droits humains (CEDH) et les États membres au Parquet européen. Les personnes et les organisations doivent avoir accès à la Cour européenne de justice en cas de violation de leurs droits par un État membre ou une institution européenne.

L'Union doit se munir d'outils plus puissants, y compris la possibilité d'entamer des actions en justice, pour intervenir lorsque les valeurs européennes fondamentales sont mises à mal. Un mécanisme global et contraignant doit être mis en place pour contrôler régulièrement l'état de la démocratie, ainsi que le respect de l'État de droit et des droits fondamentaux dans tous les États membres. Cette mesure doit être complétée par un dialogue politique, une intervention rapide en cas de violation grave et, le cas échéant, des sanctions appropriées. Là où l'État de droit n'est pas garanti, les gouvernements nationaux peuvent être contournés pour financer directement les administrations et organisations régionales. Nous voulons établir un instrument dédié aux fondements européens pour soutenir la société civile et promouvoir les valeurs fondamentales qui caractérisent l'UE. Nous appelons aussi au contrôle institutionnel bien plus strict des fonds de l'UE pour lutter contre la corruption.

Réglementation intelligente et développement durable. Avec une réglementation plus intelligente et plus efficace, l'UE peut réduire la bureaucratie inutile et simplifier la vie. La réglementation doit tenir compte des différents niveaux de capacité des petites et moyennes entreprises, sans toutefois devenir un écran de fumée pour déréglementer et faire reculer la nécessaire protection des personnes et de l'environnement.

L'agenda 2030 pour le développement durable souligne que les défis auxquels nous sommes confronté.es sont universels et étroitement liés. Les objectifs de développement durable doivent être mis en œuvre dans toutes les politiques intérieures et extérieures de l'UE. L'Union doit



adopter une stratégie de mise en œuvre de haut niveau, qui identifie et comble les lacunes des politiques actuelles.

Chers électeurs, chères électrices, les prochaines élections seront décisives pour l'avenir de l'Europe. Nous souhaitons vivement dépasser le statu quo actuel et écrire ensemble le nouveau chapitre de l'épopée européenne. Le monde actuel qui nous entoure évolue sans cesse, et l'Europe n'a pas de temps à perdre.

Les Verts européens s'engagent à lutter pour les politiques que nous vous présentons dans ce manifeste. Seule l'élection d'un grand nombre de député.es Verts issu.es du plus grand nombre de pays nous permettra d'aller de l'avant.

Nous invitons toutes les citoyennes, tous les citoyens européen.nes à nous rejoindre dans ce combat.

En cas de divergence, c'est la version [anglaise](#) qui prévaut